

1.

Sur un site vitrine, quelques réflexes de base sont à retenir. Il faut prévoir au minimum :

- Des « mentions CNIL » en bas du formulaire de contact. Des modèles sont proposés par la CNIL sur son site internet ;
- Un moyen de contact pour que les personnes puissent exercer leurs droits par voie électronique ;
- Des mentions légales identifiant l'éditeur du site.

Si on communique depuis les réseaux sociaux ( ex : twitter et facebook ), il faut prévoir:

- de rendre accessible un article ou un lien qui mène vers une page d'information sur les droits. Anticipez les effets d'une opération de communication en ligne (emailing par exemple) ;
- une réponse type aux internautes mécontents, qui exercent, par exemple, leur droit d'opposition. La réactivité et l'efficacité de votre réponse contribuent à votre réputation en ligne (ou e-réputation).

Pour un site de e-commerce, il nécessite de tenir en compte de 3 règles importantes.

La première, sécuriser les données en assurant l'intégrité et la protection des données personnelles que nous collectons tout en minimisant les risques de perte en cas de piratage.

Deuxièmement, appliquer un registre, accès et délais de conservation de données. Certes, le responsable légal est le propre gérant de l'entreprise mais il doit donner des responsabilités à certains salariés pour qu'ils s'occupent des données de l'entreprise.

Enfin, le risque zéro n'existe pas. Dès lors qu'un acte malveillant arrive, il faut écrire un rapport à la CNIL, directement sur leur site en ligne.

source : <https://www.cnil.fr/fr/rgpd-en-pratique-communiquer-en-ligne>

<https://www.wizishop.fr/blog/rgpd-ecommerce>

2.

Les mentions légales d'un site doit absolument contenir :

- Pour un entrepreneur individuel : nom, prénom, adresse du domicile et numéro de téléphone et adresse mail;
- Pour une personne morale : la dénomination sociale de l'entreprise (nom de l'entreprise et numéro SIRET), sa forme juridique, le montant de son capital social, l'adresse du siège social;

- Les mentions relatives à l'hébergeur du site internet : nom de l'hébergeur, raison sociale, adresse, numéro SIRET et numéro de téléphone.

source :

<https://www.francenum.gouv.fr/guides-et-conseils/developpement-commercial/site-web/quelles-sont-les-mentions-legales-pour-un-site>

3.

La page “ Politique de confidentialité” est un document expliquant en détail les modalités de traitement des données personnelles dans le cadre d’une relation commerciale.

Ainsi, cela concerne les opérations de traitement de données telles que la collecte, le classement, le traitement, et la publication et la suppression des données.

La politique de confidentialité doit être conforme au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD). Celui-ci trouve son application au sein de la loi “Informatique et libertés”.

Ainsi, la politique de confidentialité a pour but de garantir une information concise, transparente et compréhensible aux clients.

Elle permet donc aux personnes concernées de connaître les raisons de la collecte d’information personnelle, s’informer sur les procédés de traitement appliqués à leurs données, vérifier la sécurité de leurs données sensibles et faciliter l’exercice de leurs droits.

source : <https://www.legalplace.fr/guides/politique-de-confidentialite-rgpd/>

Partie 2: